

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À RTL DANS LE CADRE DE L'ÉMISSION "LE JOURNAL INATTENDU", PARIS, SAMEDI 21 AVRIL 1984.

21 AVRIL 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- On me propose de faire une émission de radio sur RTL, au moment des informations, "Le journal inattendu". Très bien, je fais ça, je réfléchis, je me dis "qu'est-ce qui peut intéresser les gens qui sont intéressés par la politique à cette heure de la journée, à 13 heures, c'est l'heure où les gens écoutent les nouvelles de la politique. Moi, je suis chanteur et je vais me promener beaucoup en France. Je parle avec des gens qui viennent me voir après que j'ai chanté et qui me disent, en général, qu'ils sont déçus, comme un peu tristes depuis l'arrivée ... depuis 2 ans et demi, 3 ans que le socialisme est en France. Beaucoup de gens qui avaient voté pour le socialisme se retrouvent actuellement extrêmement déçus, tristes, et je me suis dit : je vais aller demander au Président de la République un message pour ces gens-là pour qu'il leur dise est-ce qu'il y a une raison concrète pour qu'ils espèrent encore que d'ici la fin de votre septennat, les choses changent, l'économie reparte et que ces gens-là aient une perspective d'avenir, une espérance de bonheur, qu'ils ont beaucoup espéré depuis 25 ans, ils ont attendu que le socialisme vienne.

- LE PRÉSIDENT.- Je demande qu'on parle de cela sérieusement. Votre question est sérieuse mais la somme de ces déceptions ne l'est pas toujours. "En l'espace de 3 ans" dites-vous ? Même pas, car il faut compter le temps nécessaire pour que des lois soient adoptées. C'est long. En l'espace de moins de trois ans, j'ai réalisé les trois quarts des propositions qui étaient les miennes. On les oublie déjà, naturellement. On oublie les lois qui permettent aux travailleurs de dire leur mot et plus que leur mot et on oublie les lois qui ont permis d'élargir le secteur public, c'est-à-dire de créer un instrument qui modifie les structures de notre économie et de notre industrie. On oublie les lois, comme on n'en a pas vues depuis le Premier Empire, de la décentralisation qui permettent à toutes les communes, à tous les départements, à toutes les régions de France, de se substituer, sur le plan de la responsabilité et de l'autorité, au pouvoir central, cette fameuse administration dévoreuse d'hommes et de papier.

- On oublie la masse de dispositions qui ont été prises dans beaucoup de domaines et l'on ne remarque qu'une chose, et c'est normal, moi ça ne me choque pas. Laquelle ? On nous a confié le pouvoir au milieu d'une crise internationale qui frappe tous les pays d'Europe occidentale, qui frappait, qui frappe encore les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, bien d'autres pays de cette zone et il nous faut partir avec un tel handicap sans qu'on ait véritablement remis en place notre industrie, sans qu'on ait éveillé suffisamment notre agriculture vers tous les marchés extérieurs, sans qu'on ait modernisé notre appareil. Nous avons amélioré, en fait, ce qu'on appelle en termes bien compliqués les paramètres économiques : l'inflation, le déficit du commerce extérieur, que sais-je encore, mais nous ne sommes pas maîtres de la crise économique internationale qui nous frappe.

- On observe quand même aujourd'hui un certain mieux, aux Etats-Unis d'Amérique. Cela doit déjà commencer à se transmettre du côté de l'Allemagne `RFA`. Et quand on dit "la France est en retard", moi je dis, la France avait plus à faire car elle était moins prête. Et moi je consacre l'essentiel de mes efforts à cela, pour pouvoir répondre à l'espérance dont vous me parlez. L'espérance, ça se construit. Ce n'est pas simplement une sorte de sentiment vague, ça se construit. Et moi, je veux, avec ceux qui m'aident, naturellement, construire un pays capable d'être grand, d'être fort, d'être productif et d'être juste, non seulement de produire mais de répartir justement entre les différentes catégories sociales ce qu'il produit.

QUESTION.- Très bien. Donc, on peut dire aux gens que c'est une question de temps, qu'il faut encore du temps pour que les choses se réalisent petit à petit et que d'ici un an, deux ans, les choses auront un peu changé.

- LE PRÉSIDENT.- De cela, je suis sûr : elles ont déjà beaucoup changé. Les jeunes, souvent, se posent des questions qui s'appliquent à eux-mêmes et on ne peut le leur reprocher. Après tout, ce sont eux qui souffrent le plus du chômage. Des jeunes qui se trouvent devant l'absence d'emploi alors qu'ils ont été formés pour ça, qu'ils ont les diplômes pour ça, qu'ils sont jeunes, pleins d'énergie, d'imagination, c'est

dramatique !

- QUESTION.- Ils font du rock n'roll, remarquez.

- LE PRESIDENT.- Eh bien nous, nous créons des salles de rock n'roll. On en a déjà créé une, là-bas à La Villette £ on va en créer dix autres. On a donné un élan et j'espère qu'on sera suivi par toutes les municipalités en France. Bon, mais revenons-en au problème de l'emploi : les jeunes souffrent et ils ont une grande angoisse, à l'heure actuelle, dans la tête et dans le coeur. Je veux répondre à cela mais sans les tromper. Pour pouvoir produire, donc créer des emplois, il faut parvenir à rénover notre appareil industriel qui est vieillot, désuet, cassé dans de nombreux secteurs, pas dans tous bien entendu. C'est pour ça que j'essaie de faciliter l'initiative, la création d'entreprises, que des jeunes puissent créer des entreprises, qu'ils aient pour ça des avantages à la condition qu'ils le veuillent.

- De même, on me dit souvent : "on veut plus de libertés", telle l'histoire des radios. Aujourd'hui, j'ai fait autoriser les radios libres. Pourquoi ne pas l'avoir fait le premier jour ? Mais on a fait autoriser un millier de radios ! Avant, c'était interdit, une seule c'était interdit en dehors des circuits reconnus ! Un millier et le problème était que ce millier de radios pût disposer du moyen de vivre. Alors là, ce n'était pas commode à trouver. Par la subvention, c'est vraiment difficile et, d'autre part, c'est un drôle de fil à la patte. La publicité : quand j'ai constaté que la loi votée, qui était une bonne loi, n'avait pas répondu à cette question-là et qu'en fait, elle n'était pas applicable et déjà non appliquée - une loi qui n'est pas applicable n'est pas une bonne loi - je l'ai donc corrigée. C'est fait.

- On parle du service militaire. On veut qu'en l'espace de trois ans, tout ce que j'ai dit aux Français que je ferai - mais en sept ans car mon mandat est de sept ans - je le fasse tout de suite. Je ne peux pas tout faire à la fois. Et celui-là est un problème particulièrement délicat car il touche à notre système de défense. Mais je n'ai pas abandonné - et j'y arriverai - c'est-à-dire à modifier d'une façon sensible les données de ce problème.\

`Suite réponse`

- Il y a beaucoup de perspectives, vous savez. Dans le domaine de l'emploi, il le faut. La formation. On forme, à l'heure actuelle, huit cent mille jeunes.

- QUESTION.- Pourquoi ?

- LE PRESIDENT.- Mais pour les métiers qu'ils feront ! On les a formés jusqu'ici pour des métiers qu'ils ne feront pas ... Je pense surtout aux jeunes femmes appelées à coudre, à taper à la machine, à être derrière les caisses des grands magasins. Il faut que les jeunes soient prêts à faire des métiers modernes. Pour cela, il faut une bonne qualification, donc il faut une forte formation. Mais j'y travaille, j'y passe mes journées.

- QUESTION.- Donc, on peut dire que c'est une question de temps, maintenant.

- LE PRESIDENT.- C'est une question de temps. Pour l'instant, c'est une question de volonté et moi, je trouve que les jeunes - je ne leur fais aucun compliment en particulier, je n'essaie pas de leur plaire - doivent apprécier ce qui s'appelle l'effort. Il nous faut du courage et moi, je fais appel à l'effort de tous. Je suis sûr qu'on arrivera à me répondre. Pour l'instant, c'est comme ça.

- QUESTION.- Moi, je suis content d'aller chanter au Zénith qui est une salle, une salle de travail.

- LE PRESIDENT.- Oui, imaginez la coopération : je suis en train de prévoir un développement considérable de la coopération à l'égard du tiers monde pour pouvoir engager beaucoup de jeunes gens qui le voudront à passer un certain temps de leur jeunesse, six mois, un an, pour rendre service à des gens qui crèvent de faim et de misère. C'est quand même intéressant. La France est le seul pays qui ait accru son aide au tiers monde au milieu de la crise internationale. C'est quand même un objectif.

- L'espace scientifique : nous sommes à l'origine des plus grandes réussites de la science moderne, dans le domaine de l'espace, avec Ariane, en particulier, l'aéronautique aussi. On est en mesure d'offrir aujourd'hui, sur ce -plan, puisque j'ai déjà lancé l'idée d'une navette spatiale habitée, toute une série de projets qui, par définition, doivent plaire, doivent convenir à un peuple jeune. Bon, je ne vais pas vous faire un catalogue, mais vous m'interrogez, je vous remercie de le faire. Lorsqu'on me parle de déception, moi, je vous réponds : courage ! On n'est pas isolé dans le monde. On souffre donc de tout ce qui s'y passe. Moi, j'essaie de rassembler le meilleur de nos forces et, dans l'intervalle, si je suis plus ou moins populaire, ce n'est pas un problème qui me préoccupe, j'essaie de faire ce que je dois.

- QUESTION.- C'est très bien, je vous remercie beaucoup. Vous êtes gentil de m'avoir reçu. J'ai téléphoné

nier a Jacques Attali et je n'espérais absolument pas vous voir, je me disais, ça ne marchera pas et, en fait, vingt-quatre heures après, vous m'avez reçu. Je vous remercie beaucoup. C'est bien pour ce pays que ça se soit passé comme ça.

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie aussi.\